

La Cour des comptes juge « préoccupante » la situation des finances publiques en France

Dans son rapport annuel essentiellement consacré en 2024 à l'adaptation à la transition climatique, l'institution considère que les hypothèses de Bercy sont très « optimistes » concernant la croissance, l'inflation, les recettes fiscales et le déficit public.

Par Elsa Conesa

Publié aujourd'hui à 10h00, modifié à 11h19 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

En matière budgétaire, tout est affaire de sémantique. « *Je cherche toujours le bon adjectif* », pour décrire la situation des comptes publics, admet le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici. « *Je vais m'en tenir à celui que j'utilise depuis ces derniers mois, qui est "préoccupante". Mais je suis tenté en réalité de dire qu'on est un peu au-delà de ça. On est vraiment dans l'impératif d'action, pour moi la situation est sérieuse.* »

Cette année plus que les précédentes, l'institution se montre particulièrement sévère à l'encontre du gouvernement et de sa gestion des comptes publics dans son rapport annuel rendu public mardi 12 mars, dont l'essentiel est consacré à l'adaptation à la transition climatique. Son diagnostic l'est encore davantage « *à l'aune des analyses et informations dont nous disposons désormais, sur les moyens qu'il nous faudra mobiliser pour nous adapter au changement climatique* », poursuit-il.

Malgré l'opération vérité sur les comptes opérée par Bercy le 18 février, au cours de laquelle le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a ramené de 1,4 % à 1 % sa prévision de croissance pour 2024 et annoncé 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires, les hypothèses du ministère concernant la croissance, l'inflation, les recettes fiscales et le déficit public sont encore jugées encore très « optimistes » par la Cour, tant pour l'année 2024 que pour les suivantes.

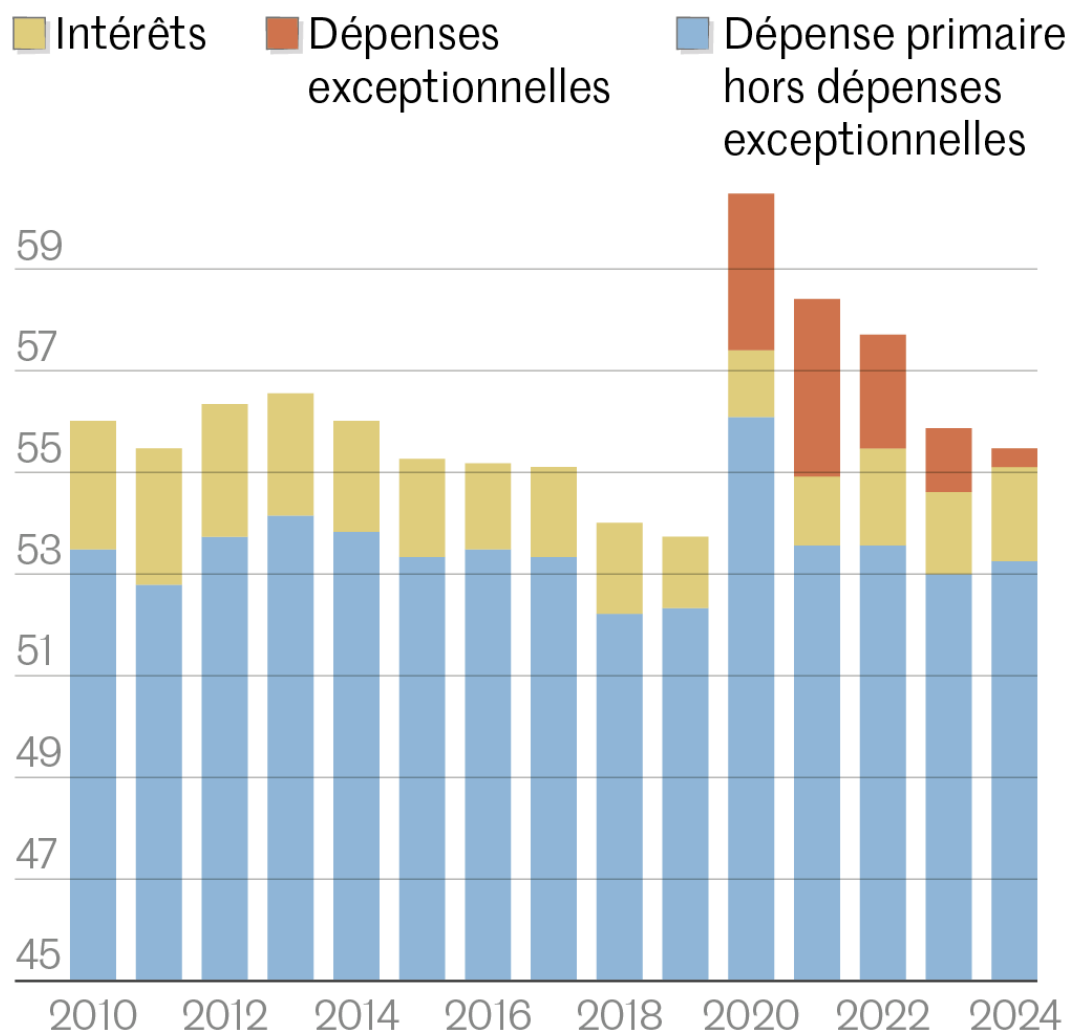
Lire aussi | [La Cour des comptes décrypte le retard de l'Etat dans l'adaptation au dérèglement climatique](#)

La prévision de croissance de 1 % notamment reste élevée, sachant que le consensus des économistes avoisine les 0,7 %, note le rapport. Quant aux économies promises, elles sont peu identifiées à ce stade. Pierre Moscovici plaide pour qu'elles ciblent en priorité « *les dépenses de moindre qualité* ». « *Le rabot, c'est de l'argent en moins pour l'économie* », dit-il. Matignon a d'ailleurs commandé à la Cour trois rapports pour alimenter la revue de dépenses publiques engagée par le gouvernement : sur la participation des collectivités territoriales au redressement des comptes, sur la sortie des dispositifs de crise Covid-19 et énergie – ces derniers ont coûté près de 260 milliards d'euros d'argent public depuis 2020, a calculé la Cour – et sur la régulation des dépenses de l'Assurance-maladie.

« 50 milliards d'euros d'économies nouvelles »

En attendant, des incertitudes continuent de peser sur l'année 2024, souligne le rapport, à commencer par les prévisions de recettes fiscales. Celles-ci ont été inférieures aux attentes en 2023, avec un coup de frein inattendu du rendement de l'impôt sur les sociétés que Bercy peine à expliquer. La dépense publique reste, en outre, supérieure à l'avant-crise sanitaire, et va continuer à s'alourdir sous l'effet combiné de la hausse des taux d'intérêt, des revalorisations indicelles des fonctionnaires et du poids des différentes lois de programmation (sur la défense, la justice, l'intérieur, la recherche). Ces dernières se sont multipliées ces dernières années, elles couvrent aujourd'hui 20 % du périmètre de dépenses de l'Etat, et jusqu'à 31 % en 2027.

Part de la **dépense publique** dans le produit intérieur brut, en % du PIB, y compris crédits d'impôts

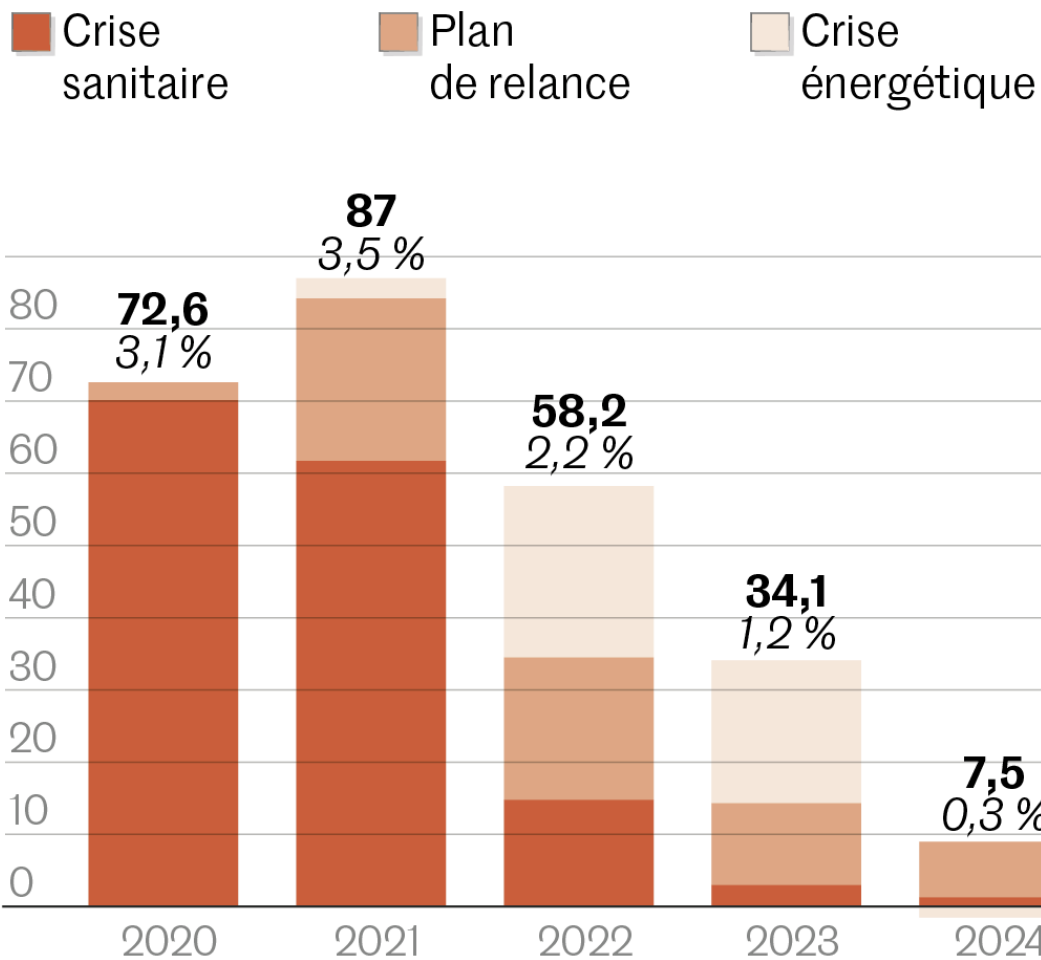


Infographie : *Le Monde*

Source : rapport public annuel 2024,
Cour des comptes

La Cour juge ainsi « *difficilement atteignable* » l'objectif d'un déficit à 4,4 % en 2024 prévu par Bercy, même avec 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires. Le déficit 2023, toujours attendu officiellement à 4,9 %, sera, lui aussi, « *très significativement supérieur* », a prévenu Bruno Le Maire, rendant l'effort nécessaire au redressement encore plus important. « *Deux ans après la sortie de la crise sanitaire, la France reste ainsi l'un des pays de la zone euro dont la situation des finances publiques est la plus dégradée et dont les objectifs de rétablissement sont les plus étalés dans le temps* », écrit la Cour.

Ensemble des **dépenses exceptionnelles de soutien et de relance** mises en place depuis 2020, en milliards d'euros (et % du PIB)



Infographie : *Le Monde*

Source : rapport public annuel 2024,
Cour des comptes

Ce faisceau d'incertitudes risque de rendre « caduque » toute la trajectoire de finances publiques d'ici 2027 adoptée dans la loi de programmation fin 2023, souligne la Cour, d'autant que celle-ci est elle-même « peu ambitieuse » et « sous-tendue par des hypothèses macroéconomiques favorables jusqu'en 2027 », souligne le rapport. L'effet des réformes sur le marché de l'emploi, mis en avant par le gouvernement, suscite par ailleurs des réserves. Si la Cour juge « vraisemblable » l'impact de la réforme des retraites sur l'emploi avancé par l'exécutif (soit + 200 000 emplois d'ici à 2027), elle est moins convaincue par celui de la réforme de l'assurance-chômage (de 100 000 à 150 000 emplois en plus à moyen terme). Elle doute, enfin, que l'économie française puisse atteindre l'objectif présidentiel du plein-emploi en 2027 sans « nouvelles réformes d'ampleur ».

Lire aussi | [Finances publiques : une impuissance collective face aux déficits](#)

Revenir aux 3 % de déficit en 2027 comme le promet le gouvernement suppose en réalité d'effectuer « environ 50 milliards d'euros d'économies nouvelles entre 2025 et 2027 par rapport à la tendance observée avant crise ». « Des efforts d'économies qui sont absolument sans précédent dans l'histoire

récente », commente Pierre Moscovici. Or, en dehors de la réforme des retraites et de celle de l'assurance-chômage, déjà intégrées dans les prévisions de l'exécutif, les mesures d'économies jusqu'en 2027 ne sont « *pour l'essentiel pas étayées* ».

Elsa Conesa

Le Monde Ateliers

Découvrir

Cours du soir

Immersion dans l'économie du crime

Cours du soir

Comment regarder un tableau

Cours en ligne

De Maria à Diva, l'Opéra à travers la Callas

Voir plus